



Communiqué de presse de Hervé SAULIGNAC

Le 16 juillet 2019

Après plusieurs mois d'attente, l'ARS vient d'annoncer ce jour la suspension de l'autorisation de la maternité de Privas, faute de praticiens, à compter du 1^{er} août.

Je ne me fais guère d'illusion sur la réalité de cette « suspension » qui en devenant définitive est en réalité une fermeture pure et simple à terme.

La maternité de Privas, après des années de résistance, longtemps demeurée la plus petite de France par son nombre de naissances, vient de céder sous le coup d'un argument implacable : il n'y a plus de praticiens pour assurer ce service si noble qu'est la venue au monde d'un enfant.

Cette décision m'inspire une profonde tristesse.

Tristesse à l'égard de mon pays qui n'est plus capable de produire des pédiatres ou des obstétriciens pour assurer un service essentiel à la population en tous points du territoire. Quand un pays n'assure plus une offre de santé pour chacun, il recule.

Tristesse pour la ruralité et ses habitants auxquels on explique que la santé ne venant plus à eux, c'est à eux qu'il revient d'aller vers la santé. L'Ardèche ne mérite pas d'être ainsi traitée. Non, nous n'avons pas tous le désir d'aller vivre en milieu urbain pour bénéficier d'hôpitaux performants !

Tristesse enfin pour les personnels de cette maternité qui ont assuré des milliers de naissances depuis 1970, dans des conditions de sécurité qui n'ont jamais été inférieures à celles qu'affichent les usines à bébé qui deviennent le modèle courant en France. Je salue le travail de celles et ceux qui, à Privas, ont été l'honneur du service public de santé pendant tant d'années.

Je me suis entretenu de cette décision avec Monsieur le Directeur général de l'ARS, représentant le Ministère de la santé. Je lui ai dit combien cette décision était lourde de symbole pour le bassin privadois.

Dans ces conditions, je lui ai aussi indiqué que j'attendais désormais de sa part des engagements fermes pour l'ensemble des autres services du Centre Hospitalier des vals d'Ardèche. Qu'il s'agisse des urgences, du plateau chirurgical, de la reconstruction impérative de la résidence hospitalière du Montoulon, de places d'EHPAD supplémentaires ou bien encore de la situation financière de l'établissement. Sur chacun de ces points, j'attends des pouvoirs publics des réponses rapides et à la mesure de ce que méritent les habitants du bassin de Privas. Pas de service public hospitalier au rabais !

Après le sacrifice de la maternité, doit venir le temps de perspectives nouvelles pour que le CHVA retrouve une qualité de service, une confiance avec sa population et un développement de ses activités, qu'attendent légitimement les Ardéchois.

Hervé SAULIGNAC
Député de l'Ardèche